

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 254/05

AMR 37/005/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MANŒUVRES D'INTIMIDATION

HONDURAS **Juan Almdares Bonilla (h), médecin, directeur exécutif du *Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares* (CPTRT, Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leur famille)**

Londres, le 26 septembre 2005

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Juan Almdares Bonilla, qui est la cible de menaces et d'actes de harcèlement liés à ses activités de défenseur des droits humains.

Le 12 septembre, il a été agressé par deux hommes à moto alors qu'il sortait de sa voiture près de l'entrée d'une clinique où il dispense des soins gratuitement. Les agresseurs étaient bien bâtis et âgés de trente à trente-cinq ans. Ils avaient une coupe de cheveux de style militaire. L'un d'eux a pointé un 9 mm sur la tempe gauche du docteur Juan Almdares Bonilla et lui a ordonné de lui remettre son portable, après quoi les deux hommes ont pris la fuite.

Ces événements pourraient passer pour une agression ordinaire, cependant, les circonstances qui les entourent tendent à indiquer que ces actes étaient prémédités et ciblés. En effet, les hommes n'ont pas volé d'autres objets de valeur, comme le portefeuille de Juan Almdares Bonilla, ce qui laisse à penser qu'ils se sont emparés du téléphone avec l'idée d'obtenir des informations sur les contacts du docteur et sur les personnes avec lesquelles il travaille.

Pendant la nuit du 18 au 19 septembre, des personnes non identifiées (hommes et femmes) ont téléphoné aux domiciles de Juan Almdares Bonilla et de membres de sa famille. Elles ont demandé où il se trouvait sur un ton menaçant. Des appels comparables ont été passés plusieurs fois par semaine au cours des trois derniers mois.

Le 19 septembre, un employé du *Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares* (CPTRT, Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leur famille) a découvert à son arrivée au bureau de Tegucigalpa, la capitale, que la porte d'entrée avait été forcée et que son encadrement était pratiquement cassé. Cette tentative de cambriolage fait suite à une précédente effraction, en octobre 2004 (voir l'Action complémentaire à l'AU 141/03, AMR 37/012/2004 du 1^{er} novembre 2004).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Honduras, les défenseurs des droits humains sont souvent la cible d'attaques, de menaces et d'actes d'intimidation en raison de leurs activités pourtant légitimes. En 2005, un certain nombre d'entre eux ont été menacés alors qu'ils œuvraient, notamment, à la protection de l'environnement et à la défense des droits des paysans et des indigènes. Les autorités mènent rarement des enquêtes dignes de ce nom sur de tels faits et encouragent du même coup les responsables à se livrer à de nouvelles atteintes, car ils savent que leurs agissements resteront très certainement impunis. Le *Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares* (CPTRT, Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leur famille) a souvent critiqué les autorités au sujet, notamment, de l'implication de la police dans des exécutions extrajudiciaires de mineurs et des conditions de détention dans les prisons.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé au sujet de l'attaque, des menaces et du harcèlement dont Juan Almdares Bonilla a été la cible ;

– déclarez-vous tout autant préoccupé par la tentative d'effraction constatée aux bureaux du *Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares* (CPTRT, Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leur famille) à Tegucigalpa ;

– demandez instamment que soit conduite dans les plus brefs délais une enquête impartiale et exhaustive sur l'attaque, les menaces et le harcèlement dont Juan Almeyda Bonilla a été la cible et que les résultats de ces investigations soient rendus publics ;

– exhorte les autorités à prendre des mesures immédiates afin de garantir la sécurité des membres du personnel du CPTRT.

APPELS À :

Président de la République du Honduras :

Lic. Ricardo Maduro
Presidente de la República de Honduras
Casa Presidencial
Boulevard Juan Pablo Segundo
Palacio José Cecilio del Valle
Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 221 4570

Formule d'appel : *Señor Presidente*, / Monsieur le Président,

Ministre de la Sécurité :

Dr. Oscar Alvarez
Ministro de Seguridad
Ministerio de Seguridad Pública
Edificio Poujol, 4o piso
Col. Palmira (Blvd. Morazán)
Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 220 4479

Formule d'appel : *Estimado Señor Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Centre de prévention, de traitement et de réadaptation pour les victimes de torture et leur famille :

CPTRT
Barrio San Rafael segunda calle N. 1513
contiguo Edificio Apartamentos San Rafael
A.P. 5377
Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 238 4027 (Si une personne décroche, veuillez demander : "*me da tono de fax por favor*")

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 6 NOVEMBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*